

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE

N°241

PERIODE DU 1^{ER} AU 28 FEVRIER 2022

CONSULTATION SUR PLACE :

Accueil de la Mairie 46 Avenue de Gameville 31650 Saint-Orens de Gameville – 05.61.39.00.00

Horaires : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30. Le vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30

ARRÊTÉS

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2112-2 et L. 2213-28.

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 09/12/2020,

Considérant qu'une nouvelle opération de 23 logements collectifs répartis en 3 bâtiments, desservie par le chemin de Pailles, a été édiflée sur la parcelle référencée au cadastre sous le n°AY 1,

Considérant qu'il est indispensable pour recevoir correctement le courrier et être facilement localisable dans la vie quotidienne que les habitations soient identifiées par un numéro de voie,

Considérant que le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale relevant de la seule compétence du Maire,

ARRETE S/N° A 2022-08

ARTICLE 1

Il est prescrit la numérotation suivante sur le chemin de Pailles : l'opération située sur la parcelle susvisée se voit attribuer le numéro 8 chemin de Pailles.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera affiché et publié au Recueil des Actes Administratifs de la commune et copie sera adressée à :

- Bureau du Cadastre de Colomiers
- La Poste
- Police Municipale



**Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain,
Communication, Protocole, Défense et
Anciens combattants.**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04/01/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

DELIVREE PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 17/12/2021

N° DP 031 506 21 P0168

Par :	Monsieur FROUIN DOMINIQUE
Demeurant à :	36 Q RUE DU BOUSQUET 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE
Pour :	Modification de la clôture et création d'une piscine, terrace et d'un local technique ouvert
Sur un terrain sis :	36 Q RUE DU BOUSQUET Parcelle(s) : 506 BN 276

Destination : habitation

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la déclaration préalable susvisée,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 09/12/2020,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30/03/2005, révisé le 27/06/2013, modifié le 14/04/2016 et mis à jour le 01/08/2016,

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

CONSIDERANT que le terrain se situe en zone UB du PLU ;

CONSIDERANT l'article UB 7 du PLU dispose que toute construction peut être implantée : « sur limite séparative à condition que la construction projetée ne dépasse pas une hauteur de 2.60 m sur [...] acrotère [...]. Si une construction est déjà implantée sur la limite séparative d'une unité foncière immédiatement voisine : une construction [...] nouvelle peut être alors également édifiée, à condition qu'elle s'inscrive dans la surface verticale déterminée en limite séparative par cette construction [...] déjà implantée »,

CONSIDERANT que le local technique situé en limite de propriété a une hauteur sur acrotère de 3.30 mètres et est supérieur à la surface verticale de la construction voisine ;

CONSIDERANT l'article UB-8 du PLU dispose que : « deux constructions non contiguës implantées sur une même unité foncière doivent l'être de telle façon que la distance les séparant soit au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment le plus élevé et jamais inférieur à 3 mètres »,

CONSIDERANT que la distance entre la construction principale et le local technique est de moins de 3 mètres ;

Pour ces motifs,

ARRETE S/N°A 2022-014

ARTICLE 1

Il est fait opposition à la présente déclaration préalable.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés:



Urbanisme et Aménagement urbain,
Communication, Protocole, Défense et
Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 06/01/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 30/02/2022

En publication, affichage ou notification le : 27/02/2022

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les **DEUX MOIS** à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.



**ARRETE MUNICIPAL AUTORISANT
L'UTILISATION EXCEPTIONNELLE
DU GYMNASE DU LYCEE P-P. RIQUET
DANS LE CADRE DU
FESTIVAL DU LIVRE DE JEUNESSE
ETABLISSEMENT RECEVANT DU
PUBLIC de TYPE L, T – 2^{ème} Catégorie**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants, définissant les pouvoirs généraux de police des maires en matière de protection des personnes et des biens,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP en date du 09/12/2020,

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles R 123.1 à R 123.55,

Vu l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, dispositions générales,

Vu l'arrêté ministériel du 4 juin 1982 modifié portant approbation des décisions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de type X,

Vu l'arrêté ministériel du 18 novembre 1987 modifié relatif aux dispositions applicables aux ERP de type T,

Vu l'arrêté ministériel du 5 février 2007 modifié relatif aux dispositions applicables aux ERP de type L,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions, en date du 18 janvier 2022, émis par la Commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public,

ARRETE S/N° A 2022-40

ARTICLE 1

L'utilisation, à titre exceptionnel, du gymnase du Lycée Pierre-Paul RIQUET, situé Avenue du Lycée à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, pour l'accueil du Festival du Livre de Jeunesse de Midi-Pyrénées, est autorisée pour la période du 28 au 30 janvier 2022 inclus.

ARTICLE 2 :

A l'issue de la manifestation, soit le 31 janvier 2022, l'établissement sera reclassé en Etablissement Recevant du Public de type X, 3^{ème} catégorie.

ARTICLE 3

Les prescriptions émises par la Commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public, dans son procès-verbal en date du 18 janvier 2022, devront être respectées et réalisées.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21/01/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire de Saint-Orens de Gameville ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans les deux mois à compter de sa notification.

Demande déposée le 15/07/21, complétée le 07/10/2021 et le 29/10/21
N° PC 031 506 21 C0037

Par :	SARL Douceur d'y Vivre Promotion
Demeurant à :	425 Allée François Aubrun 13100 LE THOLONET
Représenté par :	Monsieur SOULA Julien
Pour :	Démolition d'une maison d'habitation Construction de 60 logements et local ERP
Sur un terrain sis :	6 rue Caroline Aigle Parcelle(s) : 506 BC 47, 506 BC 49, 506 BC 52, 506 BC 90, 506 BC 92, 506 BC 95

**Surface de plancher créée destination habitative
4188,67m²**
**Surface de plancher créée destination service
public ou d'intérêt collectif : 280m²**
Nb de logements : 60
Nb de bâtiments : 2
Destination :

- Habitation
- Service public ou d'intérêt collectif

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire valant permis de démolir et ERP susvisée en vue de démolir une habitation, construire 60 logements collectifs dont 21 logements locatifs sociaux et un local ERP(coque vide),

Vu les pièces complémentaires reçues le 20/12/2021

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 09/12/2020,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé par délibération du conseil communautaire en date du 27/06/2013, vu la mise à jour du 01/04/2014, vu la 1^{ère} modification du 14/04/2016, vu la mise à jour du 01/08/2016,

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

Vu la création de la ZAC en date du 05/04/2004,

Vu l'avis du SDIS 31 groupement nord-est en date du 10/08/2021, ci-joint

Vu l'avis favorable du service eau de Toulouse Métropole en date du 04/11/2021, ci-joint

Vu l'avis favorable d'Oppidéa en date du 09/11/2021, ci-joint

Vu l'avis favorable de Toulouse Métropole, pôle territorial est, gestionnaire de la voirie et de l'espace public en date du 19/11/2021 ci-joint

Vu l'avis favorable de Toulouse Métropole, direction déchets et moyens techniques en date du 13/01/2021 ci-joint

Vu l'arrêté n°2021-529 du Maire de la ville de Saint-Orens de Gameville, ci-joint en date du 28/10/2021 autorisant la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public au titre de la réglementation de la sécurité contre l'incendie et la panique dans les ERP et au titre de l'accessibilité des personnes handicapées

CONSIDERANT l'article R.425-15 du Code de l'Urbanisme qui dispose : « lorsque le projet porte sur un établissement recevant du public, le permis de construire tient lieu de l'autorisation prévue par l'article L.111-8 du Code de la Construction et de l'Habitation dès lors que la décision a fait l'objet d'un accord de l'autorité compétente »

CONSIDERANT que le projet porte sur un établissement recevant du public,

CONSIDERANT que l'autorité administrative compétente a donné son accord en date du 28/10/2021 sous réserve du respect des prescriptions,

ARRETE S/N°A 2022-47

ARTICLE 1

Le permis de construire valant permis de démolir et ERP est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 :

Les prescriptions émises dans les avis susvisés devront être respectées.

Il sera obligatoirement tenu compte, lors de l'exécution des travaux, des prescriptions formulées par la commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et la commission départementale d'accessibilité.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,

Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain,
Communication, Protocole, Défense et
Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 19/01/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 20/01/2022

En publication, affichage ou notification le : 27/01/2022

L'avis de dépôt de la demande a fait l'objet d'un affichage en Mairie en date du ...

Observations :

1- Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

2- La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

3-une autorisation de travaux au titre des ERP devra être obtenue pour l'aménagement intérieur du local ERP

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

-une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE :** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensollement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

ARRETÉ DE PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF

DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 02/11/2021	
Par :	Monsieur CHAYANA Xavier et MME WATSON Yanna
Demeurant à :	1 ALLEE JEAN-LOUP CHRETIEN 31 400 TOULOUSE
Pour :	Modification des hauteurs
Sur un terrain sis :	LA QUERQUEILLE Parcelle(s) : 506 BI 221, 506 BI 231

N° PC 031 506 20 C 0012 M 02

Surface de plancher inchangée

Destination : Habitation

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire modificatif susvisée en vue de modifier la hauteur du sous-sol et du déblai;

Vu le permis de construire initial PC 031 506 20 C 0012 accordé le 22/09/2020 ;

Vu le permis de construire Modificatif PC 031 506 20 C 0012 M*01 ;

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 09/12/2020,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé par délibération du conseil communautaire en date du 27 juin 2013, vu la mise à jour du 1^{er} avril 2014, vu la 1^{ère} modification du 14 avril 2016, vu la mise à jour du 1^{er} aout 2016,

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

Vu l'avis d'OPPIDEA SEM D'Amenagement de Toulouse Metropole – ZAC de Tucard en date du 01/12/2021 ;

Vu l'avis conforme favorable de l'architecte des bâtiments de France en date du 08/01/2022, ci-joint

CONSIDERANT l'article R 425-1 du Code de l'Urbanisme qui dispose : « Lorsque le projet est situé dans les abords des monuments historiques, le permis de construire, le permis d'aménager, le permis de démolir ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L. 621-32 du code du patrimoine si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord, le cas échéant assorti de prescriptions motivées »,

CONSIDERANT que le projet est situé dans le périmètre délimité des abords ou dans le champ de visibilité des monuments historiques, *croix proche de la place de l'église-place de l'église et ses abords*,

CONSIDERANT l'avis favorable assorti de prescription de l'architecte des bâtiments de France : « Au RDC, l'enduit de teinte foncée sera agrémenté d'une modénature de joints creux en brossage large »,

ARRETE S/N°A 2022-48

ARTICLE 1

Le permis de construire modificatif est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS

Les réserves et prescriptions contenues dans le permis de construire initial et modificatif M * 01 sont maintenues et devront être observées.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain,
Communication, Protocole, Défense et
Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 31/01/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 20/02/2022

En publication, affichage ou notification le : 17/02/2022

Affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande :

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

**ARRETÉ DE REFUS
DE PERMIS DE CONSTRUIRE
MODIFICATIF****DÉLIVRE PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE**

Demande déposée le 10/11/2021	
Par :	SCI NOSIMAPHEL Philippe RERAT
Demeurant à :	8 RUE SAINT PAER 31 500 TOULOUSE
Représenté par:	MONSIEUR Philippe RERAT
Pour :	Modifications diverses
Sur un terrain sis :	59 AVENUE DE LA MARQUEILLE Parcelle(s) : 506 CA 62

N° PC 031 506 18 00039 M01**Destination : Habitation**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée en vue de : supprimer un abri ouvert de 30 m² en remplacement une surface de 12 m² sera dédiée au stationnement des deux roues dans la partie hangar du bâtiment existant.

Suppression d'un escalier extérieur, modifications d'enduit, réseaux d'évacuation des eaux pluviales : créations de deux puisards.

Vu le permis de construire initial PC 031 506 18 00039 accordé le 25/04/2019 ;

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 09/12/2020,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé par délibération du conseil communautaire en date du 27 juin 2013, vu la mise à jour du 1^{er} avril 2014, vu la 1^{ière} modification du 14 avril 2016, vu la mise à jour du 1^{er} aout 2016,

Considérant l'article UE 4 du PLU de Saint-Orens de Gameville:

« CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE, D'ASSAINISSEMENT ET DE COLLECTE DES DECHETS URBAINS :

Dès lors que la destination des occupations et utilisations des sols concernées l'implique, leur desserte par les réseaux doit être conforme aux législations, réglementations et prescriptions en vigueur et adaptées à la nature et à l'importance de ces occupations et utilisations du sol.

Toute construction doit, en matière de réseaux, satisfaire à toute obligation vis-à-vis des gestionnaires de ces réseaux et tous les aménagements doivent être conformes à la législation en vigueur en la matière et au schéma général de desserte par les réseaux.

Eaux pluviales : Les modalités de raccordement au réseau d'eaux pluviales sont fixées dans le règlement du service assainissement de Toulouse Métropole.

Tout propriétaire peut solliciter l'autorisation de raccorder son immeuble au collecteur pluvial à la condition que ses installations soient conformes aux prescriptions techniques définies par le service assainissement et que ce dernier ne puisse pas être desservi par le caniveau.

D'une façon générale, seul l'excès de ruissellement doit être canalisé après qu'aient été mises en œuvre toutes les solutions susceptibles de favoriser le stockage et l'infiltration des eaux. Au final, l'excès de ruissellement ne doit pas dépasser un débit équivalent à 20 % d'imperméabilisation du terrain sur le territoire de Toulouse Métropole.

En l'absence ou en l'insuffisance de réseau, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du constructeur ou de l'aménageur qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération ou au terrain, en accord avec le service assainissement gestionnaire. »

Considérant l'article L.422-4 du code de l'urbanisme qui dispose : « L'autorité compétente pour statuer sur les demandes de permis ou sur les déclarations préalables recueille l'accord ou l'avis des autorités ou commissions compétentes. »

Considerant l'avis défavorable du service eau de Toulouse Métropole en date du 26/11/2021, ci-joint

Considérant que pour ce motif il y a lieu de refuser la demande ;

ARRETE S/N° A 2022-49

ARTICLE 1

Le permis de construire modificatif est REFUSE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain,
Communication, Protocole, Défense et
Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04/02/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 20/02/2022

En publication, affichage ou notification le : 27/02/2022

Affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS ET OBSERVATIONS IMPORTANTES A L'ATTENTION DU/DES PETITIONNAIRE(S)

Vous pouvez prendre attache auprès du du service eau de Toulouse Métropole, Mme HEUDE Christelle

Son contact : Christelle.heude@toulouse-metropole.fr

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (*L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite*).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2112-2 et L. 2213-28.

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 09/12/2020,

Considérant qu'une nouvelle opération, desservie par la Rue du Bousquet, a été édifiée sur une parcelle référencée au cadastre sous le n° BN 405,

Considérant qu'il est indispensable pour recevoir correctement le courrier et être facilement localisable dans la vie quotidienne que les habitations soient identifiées par un numéro de voie,

Considérant que le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale relevant de la seule compétence du Maire,

ARRETE S/N° A 2022-54

ARTICLE 1

Il est prescrit la numérotation suivante sur la Rue du Bousquet :

- La maison individuelle se voit attribuer le numéro 45 Ter rue du Bousquet.
- Le bâtiment accueillant 3 logements se voit attribuer le numéro 47 rue du Bousquet.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera affiché et publié au Recueil des Actes Administratifs de la commune et copie sera adressée à :

- Bureau du Cadastre de Colomiers
- La Poste
- Police Municipale



Adjoint au Maire

**Urbanisme et Aménagement urbain,
Communication, Protocole, Défense et
Anciens combattants.**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 31/01/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :



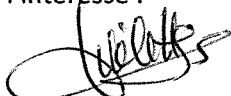
Madame le Maire,

Je soussigné, Monsieur Jean-Guy BOARO, président de l'association Saint-Orens Football Club, domicilié au Complexe Sportif Gustave Plantade, rue des Sports, 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, Espace Lauragais, rue des Sports, à l'occasion d'un Loto:

- Le samedi 19 février 2022, de 14h00 à 23h59.
- Le dimanche 20 février 2022, de 00h00 à 02h00.

Nom et signature de l'intéressé :

VIA LETTES



Le 04/02/2022

ARRETE S/N° A 2022-55

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal numéro A 2020-530 du 17 décembre 2020, portant délégation de fonction et de signature accordée à Madame Colette CROUZEILLES, adjoint au Maire en matière de la sécurité et de la prévention, du développement et de l'aménagement des zones commerciales et économiques, des relations avec les artisans, commerçants et entreprises, de l'emploi, associatif.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 31 janvier 2022, par Monsieur Jean-Guy BOARO, président de l'association Saint-Orens Football Club, domicilié au Complexe Sportif Gustave Plantade, rue des Sports, 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 1 :

Monsieur Jean-Guy BOARO, président de l'association Saint-Orens Football Club, domicilié au Complexe Sportif, rue des Sports, 31650 Saint-Orens de Gameville, est autorisé à établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, Espace Lauragais, rue des Sports, à l'occasion d'un Loto:

- Le samedi 19 février 2022, de 14h00 à 23h59.
- Le dimanche 20 février 2022, de 00h00 à 02h00.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame le Maire de Saint-Orens,
Par déléguée: CROUZEILLES
Adjointe au Maire



Fait à Saint-Orens de Gameville le : le 01 février 2022.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :

Sécurité, Emploi,
Développement économique,
Relations entreprises et commerçants

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N° T21SOG12427,
Vu la demande en date du 20/01/2022 du pétitionnaire NEXLOOP, sis 58 avenue Emile Zola Immeuble Ardeko – 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT, représenté par Monsieur Régis CLINS, concernant des travaux sur les réseaux secs, enfouissement de réseaux – Telecom ;
Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise SCOTT, sise 7 Impasse Peyrandrieu 31780 CASTELGINEST, chargée de leur réalisation, représentée par Madame Steve ANTOLINI, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-57

ARTICLE 1

L'entreprise SCOTT est autorisée à occuper le trottoir, la piste cyclable et à restreindre la largeur de la chaussée 4 avenue de Toulouse. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **du 03 février au 17 février 2022**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 02/02/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 28/01/2022 de la SCCV Saint-Orens de Gameville sise 17 avenue Prat Gimont 31130 BALMA représentée par Monsieur Michel LIOGIER concernant la création d'un accès supplémentaire rue du Centre afin de faciliter les approvisionnements du chantier sis 37 avenue de Gameville ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-59

ARTICLE 1

La société SCCV Saint Orens de Gameville est autorisée à occuper une partie de la voie d'accès au parking rue du Centre, au droit de sa propriété, pour la création d'un nouvel accès chantier afin de faciliter les approvisionnements de l'opération sise 37 avenue de Gameville.
L'accès au parking public sera maintenu.

ARTICLE 2

Le nouvel accès désigné à l'article 1 est limité aux véhicules de moins de 3T5. La circulation des véhicules de chantier s'effectuera depuis la RM2, par la RD 57, la rue des Sports et la rue des Chasselas.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

La modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté aura lieu du **04 février au 10 mars 2022**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 03/02/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 20/01/2022 de la société STIBAT représentée par Monsieur Thibault CHATRAS, sise 24 boulevard du Libre Echange - 31650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE concernant le stationnement d'une grue mobile sur le domaine public pour le démontage de la grue à tour située sur le chantier Origin 37 avenue de Gameville ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-61

ARTICLE 1

Le pétitionnaire est autorisé à occuper le trottoir et la voie de circulation au droit du 37 avenue de Gameville, sur une longueur de 20 mètres pour le stationnement d'un véhicule de chantier de type grue mobile. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

L'occupation du domaine public et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le **14 février 2022**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

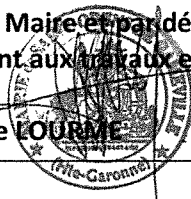
ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 03/02/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature N°A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole T22SOG00386,
Vu la demande en date du 17/01/2022 de la Direction du Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole sis, 1 place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représenté par Monsieur Mathieu DELPECH concernant des travaux création ou modification de réseau d'eau – eaux usées et eaux pluviales ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise EXEDRA MIDI-PYRENEES chargée de leur réalisation, sise Z.A. Marignac, route de Lavar, BP09 31850 MONTRABE, représentée par Monsieur Mathieu Alexis MONTEIRO, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-64

ARTICLE 1

La société EXEDRA MIDI-PYRENEES est autorisée à occuper la voirie et le trottoir avenue Jean Bellières entre la Place Jean Bellières et le carrefour de la rue de Lalande.

Durant la durée des travaux, cette portion sera fermée à la circulation, exceptée pour les véhicules de chantier, les riverains, les approvisionnements liés à la salle de spectacle Altigone, les services de secours et la Police Municipale.

Deux déviations seront mise en place : l'une depuis la rue Lalande vers l'avenue de Gameville et l'avenue des Chênes, l'autre depuis l'avenue des Chênes, l'avenue de Gameville et la rue de Lalande.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

La collecte des ordures ménagères et emballages recyclables sur la portion barrée mentionnée à l'article 1 se fera sur des containers fixes installés en bas de la rue Sylvain Leygue et au droit de la buvette avenue Jean Bellières.

ARTICLE 6

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **du 21 février au 30 avril 2022 inclus.**

ARTICLE 7

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 03/02/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole n°T22SOG01138,
Vu la demande en date du 02/02/2022 du pétitionnaire Acantys sis, 12 avenue Prat Gimont 31130 BALMA représenté par Monsieur Antoine DALUZEAU concernant des travaux de voirie ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ETPM chargée de leur réalisation, sise ZI Joffrey 4, rue Romieu 31600 MURET représentée par Monsieur Jimmy SOUQUET, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-65

ARTICLE 1

La société ETPM est autorisée à occuper le trottoir et à restreindre la largeur de la voie de circulation au droit de la parcelle cadastrée BL 243 Rue Béatrice .

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **du 07 au 11 février 2022**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 03/02/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature N°A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole T22SOG00385,
Vu la demande en date du 17/01/2022 de la Direction du Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole sis, 1 place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représenté par Monsieur Mathieu DELPECH concernant des travaux création ou modification de réseau d'eau – eaux usées et eaux pluviales ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise EXEDRA MIDI-PYRENEES chargée de leur réalisation, sise Z.A. Marignac, route de Lavaur, BP09 31850 MONTRABE, représentée par Monsieur Mathieu Alexis MONTEIRO, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-67

ARTICLE 1

La société EXEDRA MIDI-PYRENEES est autorisée à occuper la voirie et le trottoir rue Sylvain Leygue au droit des propriétés cadastrées BM 79 et BM 82

Durant la durée des travaux, cette portion sera fermée à la circulation, exceptée pour les véhicules de chantier, les riverains, les services de secours et la Police Municipale.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

La collecte des ordures ménagères et emballages recyclables sur la portion barrée mentionnée à l'article 1 se fera sur des containers fixes installés en bas de la rue Sylvain Leygue et au droit de la buvette avenue Jean Bellières.

ARTICLE 6

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **du 21 février au 30 avril 2022 inclus.**

ARTICLE 7


Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 03/02/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Demande déposée le 21/01/2022	
Par :	Monsieur BALLESTEROS Marc Olivier
Demeurant à :	16 rue des Pénitents Blancs Apt 601 31 000 TOULOUSE
Pour :	Modifications diverses
Sur un terrain sis :	LE BOUSQUET Parcelle(s) : 506 BN 185, 506 BN 187, 506 BN 295, 506 BN 311

N° PC 031 506 19 00020 M01

Surface de plancher inchangée

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire modificatif susvisée en vue de :

- Déplacer l'escalier extérieur,
- Ajouter une clôture au niveau des jardins devant et derrière la crèche,
- Ajouter des brise-vues en R+1 de l'appartement façade Sud,
- Modifier les fenêtres en RDC de la crèche sud,
- Modifier une fenêtre en RDV de l'appartement façade nord,
- Ajouter une fenêtre en R+1 de l'appartement façade sud,
- Modifier le piétonnier d'accès : voirie partagée avec un marquage à la peinture pour les piétons ;

Vu le permis de construire initial PC 031 506 19 00020 accordé le 20/11/2019 ;

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 09/12/2020,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé par délibération du conseil communautaire en date du 27 juin 2013, vu la mise à jour du 1^{er} avril 2014, vu la 1^{ère} modification du 14 avril 2016, vu la mise à jour du 1^{er} août 2016,

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

ARRETE S/N°A 2022-69

ARTICLE 1

Le permis de construire modificatif M*01 est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.


ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS

Les réserves et prescriptions contenues dans le permis de construire initial sont maintenues et devront être observées.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.


Serge JOP
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain,
Communication, Protocole, Défense et
Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04/02/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 03/03/2022

En publication, affichage ou notification le : 04/03/2022

Affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande :

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.
- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la

notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensolaillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES** : Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Demande déposée le 23/12/2021	
Par :	S C C V CALZEA
Demeurant à :	12 AVENUE PRAT-SIMONT 31 130 BALMA
Représenté par :	M. LIOGER Michel
Pour :	Mise à jour de la rampe d'accès aux PMR et mise à jour du plan d'espace vert
Sur un terrain sis :	51 AVENUE DE TOULOUSE 31 650 ST ORENS DE GAMEVILLE Parcelle(s) : 506 BL 243

N° PC 031 506 17 00022 M 02**Surface de plancher inchangée****Destination : Habitation**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire modificatif M *02 susvisée en vue de mettre à jour la rampe d'accès aux PMR et mettre à jour le plan d'espace vert ;

Vu le permis de construire initial référencé PC 031 506 17 00022 accordé le 14/09/2017 ;

Vu le permis de construire modificatif M* 01 référencé PC 031 506 17 00022 M *01 ;

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 09/12/2020,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé par délibération du conseil communautaire en date du 27 juin 2013, vu la mise à jour du 1^{er} avril 2014, vu la 1^{ière} modification du 14 avril 2016, vu la mise à jour du 1^{er} aout 2016,

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

ARRETE S/N°A 2022-70**ARTICLE 1**

Le permis de construire modificatif M *02 est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS

Les réserves et prescriptions contenues dans le permis de construire initial et le permis de construire Modificatif M *01 sont maintenues et devront être observées.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain,
Communication, Protocole, Défense et
Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04/02/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 20/02/2022

En publication, affichage ou notification le : 27/02/2022

Affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande :

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité

qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensevelissement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à **Madame Florence AUSSENAC épouse REYNAL**,
Conseillère Municipale, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du
04 mars 2022 à 17 heures 30 minutes au 07 mars 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARRETE S/N° A 2022-72

ARTICLE 1

Madame Florence AUSSENAC épouse REYNAL est déléguée pour remplacer le Maire en son
absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des
Funérailles, du 04 mars 2022 à 17 heures 30 minutes au 07 mars 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,
est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 08 février 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 28 FEV. 2022

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil ;

Considérant qu'il importe de déléguer à **Monsieur François UBEDA**, Conseiller Municipal,
les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 11 mars 2022 à
17 heures 30 minutes au 14 mars 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARRETE S/N° A 2022-73

ARTICLE 1

Monsieur François UBEDA est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par
empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles,
du 11 mars 2022 à 17 heures 30 minutes au 14 mars 2022 à 08 heures 30 minutes.


ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,
est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 08 février 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

28 FEV. 2022

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à **Monsieur David ANDRIEU**, Conseiller Municipal,
les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 18 mars 2022 à 17 heures 30
minutes au 21 mars 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARRETE S/N° A 2022-74

ARTICLE 1

Monsieur David ANDRIEU est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par
empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles,
du 18 mars 2022 à 17 heures 30 minutes au 21 mars 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,
est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 08 février 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 28 FEV. 2022

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à **Monsieur Pierre AUDOUBERT**, Conseiller Municipal, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 25 mars 2022 à 17 heures 30 minutes au 28 mars 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARRETE S/N° A 2022-75

ARTICLE 1

Monsieur Pierre AUDOUBERT est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 25 mars 2022 à 17 heures 30 minutes au 28 mars 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 08 février 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

28 FEV. 2022

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à **Madame Samiha MORAD épouse EL MARZOUKI**,
Conseillère Municipale, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 01 avril
2022 à 17 heures 30 minutes au 04 avril 2022 à 08 heures 30 minutes.

ARRETE S/N° A 2022-76

ARTICLE 1

Madame Samiha MORAD épouse EL MARZOUKI est déléguée pour remplacer le Maire en son
absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des
Funérailles, du 01 avril 2022 à 17 heures 30 minutes au 04 avril 2022 à 08 heures
30 minutes.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,
est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique LAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 08 février 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 28 FEV. 2022

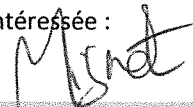
En publication, affichage ou notification le :

Madame le Maire,

Je soussigné, Madame Caroline MIGNOT, présidente de l'association JUMPING 31, domiciliée au, Chemin Monpapou, 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire pour chaque manifestation, au, chemin Monpapou, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion de concours hippiques, aux dates suivantes :

- Du 05 au 06 mars 2022, chaque jour de 08h00 à 20h00.
- Du 17 au 20 mars 2022, chaque jour de 08h00 à 20h00.
- Le 03 avril 2022, de 08h00 à 20h00.
- Du 14 au 17 avril 2022, chaque jour de 08h00 à 20h00.
- Du 19 au 22 mai 2022, chaque jour de 08h00 à 20h00.
- Du 16 au 19 juin 2022, chaque jour de 08h00 à 20h00.
- Du 14 au 17 juillet 2022, chaque jour de 08h00 à 20h00.
- Du 15 au 18 septembre 2022, chaque jour de 8h00 à 20h00.
- Du 13 au 16 octobre 2022, chaque jour de 8h00 à 20h00.
- Le 30 octobre 2022, de 08h00 à 20h00.

Nom et signature de l'intéressée :

MIGNOT 

Le 03/08/22.....

ARRETE S/N° A 2022-77

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal numéro A 2020-530 du 17 décembre 2020, portant délégation de fonction et de signature accordée à Madame Colette CROUZEILLES, adjoint au Maire en matière de la sécurité et de la prévention, du développement et de l'aménagement des zones commerciales et économiques, des relations avec les artisans, commerçants et entreprises, de l'emploi, associatif.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 03 février 2022, par Madame Caroline MIGNOT, présidente de l'association JUMPING 31, domiciliée au, Chemin Monpapou, 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 1 :

Madame Caroline MIGNOT, présidente de l'association JUMPING 31, domiciliée au, Chemin Monpapou, 31650 Saint-Orens de Gameville, est autorisée à établir un débit de boisson temporaire pour chaque manifestation, au chemin Monpapou, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion de concours hippiques aux dates suivantes :

- Du 05 au 06 mars 2022, chaque jour de 08h00 à 20h00.
- Du 17 au 20 mars 2022, chaque jour de 08h00 à 20h00.
- Le 03 avril 2022, de 08h00 à 20h00.
- Du 14 au 17 avril 2022, chaque jour de 08h00 à 20h00.
- Du 19 au 22 mai 2022, chaque jour de 08h00 à 20h00.
- Du 16 au 19 juin 2022, chaque jour de 08h00 à 20h00.
- Du 14 au 17 juillet 2022, chaque jour de 08h00 à 20h00.
- Du 15 au 18 septembre 2022, chaque jour de 8h00 à 20h00.
- Du 13 au 16 octobre 2022, chaque jour de 8h00 à 20h00.
- Le 30 octobre 2022, de 08h00 à 20h00.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation.**

**Colette CROUZEILLES
Adjointe au Maire**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 09 février 2022.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :



**Sécurité. Emploi,
Développement économique.
Relations entreprises et commerçants**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2021- 159 du 14/04/2021, accordé à Monsieur Jean-Pierre GODFROY – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole NT21SOG12049,
Vu la demande en date du 17/01/2022 du pétitionnaire ASTEO sis 2 Chemin de Daturas 31000 TOULOUSE représenté par Madame Laure MENORVAL concernant la création et la modification de réseau d'assainissement ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise SCAM chargée de leur réalisation, sise 16 RN 88 31380 GARIDECH, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-78

ARTICLE 1

La société SCAM est autorisée à occuper le trottoir et à restreindre la largeur de voie de circulation au droit de la propriété située au N°28 avenue de Gameville. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **14 février au 27 février 2022**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Le 1er Adjoint au Maire,

Jean-Pierre GODFROY

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 10/02/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2021- 159 du 14/04/2021, accordé à Monsieur Jean-Pierre GODFROY – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N° T22SOG00851,
Vu la demande en date du 28/01/2022 du pétitionnaire ENEDIS Pole Ingénierie sis 8 rue Marie Laurencin 31200 TOULOUSE représenté par Madame Vanessa Braun concernant des travaux sur le réseau électrique – raccordement du collectif « Les Terrasses » ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise BOUYGUES E&S - L'UNION chargée de leur réalisation, sise 1 Allée de Longuetterre 31850 MONTRABE représentée par Monsieur Olivier COINTAULT, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-79

ARTICLE 1

La société BOUYGUES E&S - L'UNION est autorisée à occuper le trottoir, la piste cyclable ainsi que la chaussée dans la section comprise entre le numéro 4 et le numéro 8 Chemin de Piaïlles. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **14 février au 11 mars 2022**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

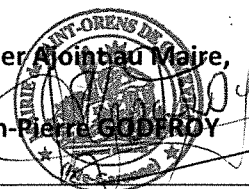
ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Le 1er Adjoint au Maire,

Jean-Pierre GODFROY



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 10/02/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N° T22SOG00462,
Vu la demande en date du 18/01/2022 du pétitionnaire GRDF sis 16 Rue Sébastopol 31000 TOULOUSE représenté par Monsieur Mathieu MALLEM concernant des travaux de création ou modification de réseau gaz ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise INEO SUEZ chargée de leur réalisation, sise Avenue Claude-Marie Perroud, BP n°34749 - 31047 TOULOUSE CEDEX 1, représentée par Monsieur David GAFFET, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-80

ARTICLE 1

La société INEO SUEZ est autorisée à occuper le trottoir et à restreindre la largeur de la voie de circulation au droit du n°14 avenue du Mail.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines ainsi qu'aux véhicules de secours et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **21 février au 04 mars 2022**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux Travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 10/02/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N° T22SOG00876,
Vu la demande en date du 27/01/2022 du pétitionnaire ASTEO sis 2 Chemin des Daturas, 31000 TOULOUSE représenté par Monsieur Marc GRELLIER concernant des travaux sur le réseau d'assainissement des eaux usées – création d'une boîte de branchement et gainage ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise LA GARONNE chargée de leur réalisation, sise 63 Chemin de Guilhermy 31100 TOULOUSE, représentée par Monsieur Didier CASTERA, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-81

ARTICLE 1

La société LA GARONNE est autorisée à occuper le trottoir, à restreindre la largeur de la voie de circulation au droit de la propriété située au N°20 rue de l'Hers. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines ainsi qu'aux véhicules de secours et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **du 28 février au 13 mars 2022.**

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 10/02/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Demande déposée le 11/01/2022,**N° DP 031 506 22 P 0004**

Par :	SAINT ORENS LALANDE
Demeurant à :	25 Bis Rue de Lalande 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par:	BALLESTEROS
Pour :	Division foncière En vue de construire
Sur un terrain sis :	27 Avenue de Lalande 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE Parcelle(s) : 506 BN 185, 506 BN 295, 506 BN 311, 506 BN 412

Destination :**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE****Vu** la déclaration préalable susvisée en vue de réaliser une division foncière ;**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 09/12/2020 ;**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,**Vu** le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30/03/2005, révisé le 27/06/2013, modifié le 14/04/2016 et mis à jour le 01/08/2016,**Vu** le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013 ;**Vu** l'avis défavorable du service Eau de Toulouse Métropole en date du 24/01/2022,**Vu** l'avis défavorable de Toulouse Métropole, du Pôle territorial Est, gestionnaire de la voirie et de l'espace public en date du 25/01/2022,

Considérant l'Article *R421-19 « Doivent être précédés de la délivrance d'un permis d'aménager : Les lotissements : qui prévoient la création ou l'aménagement de voies, d'espaces ou d'équipements communs à plusieurs lots destinés à être bâtis et propres au lotissement. Les équipements pris en compte sont les équipements dont la réalisation est à la charge du lotisseur » ;

Considérant qu'une déclaration préalable a été déposée au lieu d'un permis d'aménager et que par conséquent, la procédure utilisée n'est pas la bonne ;

Considérant l'article L.422-4 du code de l'urbanisme qui dispose : « L'autorité compétente pour statuer sur les demandes de permis ou sur les déclarations préalables recueille l'accord ou l'avis des autorités ou commissions compétentes. »

Considérant l'article *R 111-2 du code de l'urbanisme qui dispose « Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à

porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations. » ;

Considérant l'article UB 4 du PLU de Saint-Orens de Gameville :

« CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX PUBLICS D'EAU, D'ELECTRICITE, D'ASSAINISSEMENT ET DE COLLECTE DES DECHETS URBAINS : **Eaux pluviales** : Les modalités de raccordement au réseau d'eaux pluviales sont fixées dans le règlement du service assainissement de Toulouse Métropole.

Tout propriétaire peut solliciter l'autorisation de raccorder son immeuble au collecteur pluvial à la condition que ses installations soient conformes aux prescriptions techniques définies par le service assainissement et que ce dernier ne puisse pas être desservi par le caniveau.

En l'absence ou en l'insuffisance de réseau, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du constructeur ou de l'aménageur qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération ou au terrain, en accord avec le service assainissement gestionnaire. »

Considérant l'article UB 3 du PLU de Saint-Orens de Gameville :

« CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLICS OU PRIVEES ET D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

Conditions générales : Les caractéristiques géométriques et mécaniques des accès et voiries doivent être conformes aux législations, réglementations et prescriptions en vigueur et adaptées à la nature et à l'importance des occupations et utilisations du sol envisagées, notamment afin de faciliter la circulation et l'approche des piétons et des personnes à mobilité réduite, des moyens d'urgence et de secours et des véhicules d'intervention des services collectifs ; »

Considérant que pour ces motifs il y a lieu de refuser la demande ;

ARRETE S/N° A 2022-82


ARTICLE 1

Il est fait opposition à la présente déclaration préalable.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP

Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain,
Communication, Protocole, Défense et
Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11/02/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 03/03/2022

En publication, affichage ou notification le : 06/03/2022

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

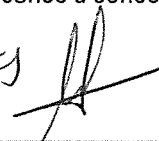
Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Madame le Maire,

Je soussigné, Monsieur Serge MEXES, Président de l'association Saint-Orens Pétanque Club, domicilié au 46, avenue de Gameville, 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire au Boulodrome d'En Prunet, chemin de Monfalcou, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du championnat de district de pétanque aux dates suivantes :

- le samedi 19 février 2022, de 08h00 à 00h00.
- le dimanche 20 février 2022, de 08h00 à 00h00.

Nom et signature de l'intéressée :

MEXES 

Le 18.2.22

ARRETE S/N° A 2022-83

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal numéro A 2020-530 du 17 décembre 2020, portant délégation de fonction et de signature accordée à Madame Colette CROUZEILLES, adjoint au Maire en matière de la sécurité et de la prévention, du développement et de l'aménagement des zones commerciales et économiques, des relations avec les artisans, commerçants et entreprises, de l'emploi, associatif.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 11 février 2022, par Monsieur Serge MEXES, Président de l'association Saint-Orens Pétanque Club, domicilié au 46, avenue de Gameville, 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 1 :

Monsieur Serge MEXES, Président de l'association Saint-Orens Pétanque club, domiciliée au 46, avenue de Gameville, 31650 Saint-Orens de Gameville, est autorisé à établir un débit de boisson temporaire au Boulodrome d'En Prunet, chemin de Monfalcou, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du championnat de district de pétanque aux dates suivantes :

- le samedi 19 février 2022, de 08h00 à 00h00.
- le dimanche 20 février 2022, de 08h00 à 00h00.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation.**

Colette CROUZEILLES
Adjointe au Maire

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11 février 2022.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :



Sécurité, Emploi,
Développement économique,
Relations entreprises et commerçants

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 11/02/2022 de la société EM BAT représentée par Monsieur Ergul ERDOGAN, sise 5, impasse Boudeville, 31100 Toulouse, concernant le stationnement d'une nacelle afin de procéder à la dépose d'une buse béton et des poteaux bois utilisés pour soutenir les branchements électriques du chantier 22 avenue de Toulouse ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise DEIMI Services, chargée de leur réalisation, sise 9 Bis, Chemin de Novital 31150 LESPINASSE, représentée par Madame Nathalie ARNAL, et des usagers de la voie il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-84

ARTICLE 1

La société DEIMI Services est autorisée à occuper l'espace vert située au droit de la parcelle cadastrée BV 142 située au n°9 Impasse des Argonautes.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **le 24 février 2022**.

ARTICLE 5

La société devra s'acquitter de la redevance d'occupation du domaine public fixée aux tarifs de :

- **4.70 € TTC** pour les frais de dossier
- **85.85 € TTC** pour un appareil de levage installé sur l'espace public

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

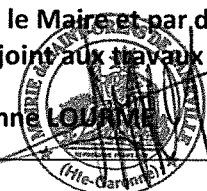
ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/02/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Demande déposée le 18/10/2021, complétée le 19/11/2021		N° PC 031 506 21 C0052
Par :	SAS ECOCITY HABITAT et SAS C&O PROMOTION	Surface de plancher créée : 1 145,68 m²
Demeurant à :	354 CHEMIN DEL BOSQUET 31 320 AUREVILLE	Nb de logements : 16
Représenté par :	MONSIEUR DEROUT Et M. CONTE Olivier	Nb de bâtiments : 2
Pour :	CONSTRUCTION d'UN ENSEMBLE DE 16 LOGEMENTS	Bâtiment 1 : 4 appartements Bâtiment 2 : 12 appartements
Sur un terrain sis :	77 B AV DE LA MARQUEILLE ST ORENS DE GAMEVILLE Parcelle(s) : 506 AT 111, 506 AT 118, 506 AT 128, 506 AT 164	Destination : habitation

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire en vue de construire un ensemble de 16 logements ;
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 09/12/2020,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé par délibération du conseil communautaire en date du 27 juin 2013, vu la mise à jour du 1^{er} avril 2014, vu la 1^{ère} modification du 14 avril 2016, vu la mise à jour du 1^{er} aout 2016,
Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,
Vu les pièces complémentaires en date du 19/11/2021 ;
Vu l'avis favorable du service eau de Toulouse Métropole en date du 15/10/2021 ;
Vu l'avis favorable de Toulouse Métropole, pôle territorial est, gestionnaire de la voirie et de l'espace public en date du 02/12/2021 ;
Vu l'avis favorable de Toulouse Métropole, direction déchets et moyens techniques en date du 26/10/2021 ;
Vu l'avis du SGRM en date du 04/11/2021 ;
Vu l'avis favorable d'Enedis en date du 03/02/2022, ci-joint, pour une puissance de raccordement de 108 kVA monopasé ;

ARRETE S/N°A 2022-85

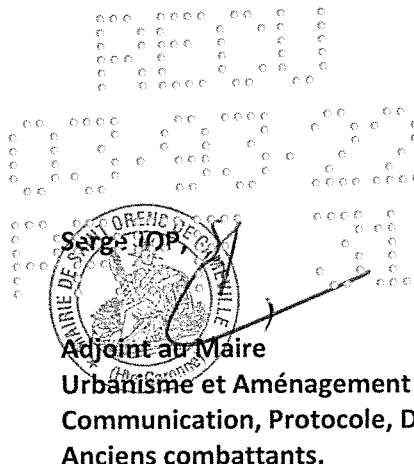
ARTICLE 1

Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/02/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 03/03/2022

En publication, affichage ou notification le : 06/03/2022

Affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande : 25/10/2021

Observations :

1- Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

2- La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Madame le Maire,

Je soussigné, Madame Sophie LACROIX, présidente, de l'association Roller Skating Saint Orens, domiciliée 42, avenue Augustin Labouilhe, 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, au gymnase du lycée au 2, avenue du lycée, à l'occasion de la COUPE DES LUTINS :

- Le dimanche 6 mars 2022, de 08h00 à 18h00.

Nom et signature de l'intéressé : *FABRE Carine*

Le *04/03/22*

ARRETE S/N° A 2022-86

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal numéro A 2020-530 du 17 décembre 2020, portant délégation de fonction et de signature accordée à Madame Colette CROUZEILLES, adjoint au Maire en matière de la sécurité et de la prévention, du développement et de l'aménagement des zones commerciales et économiques, des relations avec les artisans, commerçants et entreprises, de l'emploi, associatif.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 7 février 2022, par Madame Sophie LACROIX, présidente de l'association Roller Skating Saint-Orens, domiciliée 42, avenue Augustin Labouilhe, 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 1 :

Madame Sophie LACROIX, présidente de l'association Roller Skating Saint-Orens, domiciliée 42, avenue Augustin Labouilhe, 31650 Saint-Orens de Gameville, est autorisée à établir un débit de boisson temporaire à Saint-Orens de Gameville, au gymnase du lycée, 2, avenue du lycée, à l'occasion de la COUPE DES LUTINS :

- Le dimanche 6 mars 2022, de 08h00 à 18h00.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation.
Colette CROUZEILLES
Adjointe au Maire**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14 février 2022.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :



**Sécurité, Emploi,
Développement économique,
Relations entreprises et commerçants**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 20/01/2022 de la société STIBAT représentée par Monsieur Thibault CHATRAS, sise 24 boulevard du Libre Echange - 31650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE concernant le stationnement d'une grue mobile sur le domaine public pour le démontage de la grue à tour située sur le chantier Origin 37 avenue de Gameville ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-88

ARTICLE 1

Le pétitionnaire est autorisé à occuper le trottoir et la voie de circulation au droit du 37 avenue de Gameville, sur une longueur de 20 mètres pour le stationnement d'un véhicule de chantier de type grue mobile. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

L'occupation du domaine public et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **le 17 février 2022**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie**

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/02/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

ARRETÉ DE DÉLÉGATION DE SIGNATURE POUR LA LÉGALISATION DE SIGNATURE ET LA CERTIFICATION CONFORME DE DOCUMENTS

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article R. 2122-8 qui dispose que le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, et en l'absence ou en cas d'empêchement de ses adjoints, donner, par arrêté, délégation de signature, à un ou plusieurs agents communaux pour l'apposition du paraphe sur les feuillets des registres des délibérations et des arrêtés municipaux, la délivrance des expéditions de ces registres, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et la légalisation des signatures ;

Considérant que Madame Lise BARRAULT née PICHOT le 21/03/1975 à Rognac (13) est un agent titulaire de la Mairie de Saint-Orens de Gameville,

Considérant que pour des raisons d'organisation des services et d'efficacité, il y a lieu de déléguer la signature de Madame le Maire pour la légalisation des signatures et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet, à Madame Lise BARRAULT, agent titulaire ;

ARRETE S/N° A 2022-89

ARTICLE 1

Délégation de signature est donnée, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints, à Madame Lise BARRAULT née PICHOT le 21/03/1975 à Rognac (13), agent titulaire de la Mairie de Saint-Orens de Gameville, à l'effet de signer au nom du Maire de Saint-Orens de Gameville, tout acte relatif à la procédure de légalisation de signature et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- A l'intéressée.

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 16 FEV. 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 16 FEV. 2022

En publication, affichage ou notification le :

ARRETÉ DE DÉLÉGATION DE SIGNATURE POUR LA LÉGALISATION DE SIGNATURE ET LA CERTIFICATION CONFORME DE DOCUMENTS

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article R. 2122-8 qui dispose que le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, et en l'absence ou en cas d'empêchement de ses adjoints, donner, par arrêté, délégation de signature, à un ou plusieurs agents communaux pour l'apposition du paraphe sur les feuillets des registres des délibérations et des arrêtés municipaux, la délivrance des expéditions de ces registres, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et la légalisation des signatures ;

Considérant que Madame Pascale MESHKINI née LEGAY le 19/05/1982 à Saint Sauveur de Carrouges (61) est un agent titulaire de la Mairie de Saint-Orens de Gameville,

Considérant que pour des raisons d'organisation des services et d'efficacité, il y a lieu de déléguer la signature de Madame le Maire pour la légalisation des signatures et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet, à Madame Pascale MESHKINI, agent titulaire ;

ARRETE S/N° A 2022-90

ARTICLE 1

Délégation de signature est donnée, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints, à Madame Pascale MESHKINI née LEGAY le 19/05/1982 à Saint Sauveur de Carrouges (61), agent titulaire de la Mairie de Saint-Orens de Gameville, à l'effet de signer au nom du Maire de Saint-Orens de Gameville, tout acte relatif à la procédure de légalisation de signature et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- A l'intéressée.

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 16 FEV. 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

16 FEV. 2022

En publication, affichage ou notification le :

ARRETÉ DE DÉLÉGATION DE SIGNATURE POUR LA LÉGALISATION DE SIGNATURE ET LA CERTIFICATION CONFORME DE DOCUMENTS

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article R. 2122-8 qui dispose que le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, et en l'absence ou en cas d'empêchement de ses adjoints, donner, par arrêté, délégation de signature, à un ou plusieurs agents communaux pour l'apposition du paraphe sur les feuillets des registres des délibérations et des arrêtés municipaux, la délivrance des expéditions de ces registres, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et la légalisation des signatures ;

Considérant que Madame Rose-Claude BERNARDINI née BERNARDINI le 01/09/1962 à Toulouse (31) est un agent titulaire de la Mairie de Saint-Orens de Gameville,

Considérant que pour des raisons d'organisation des services et d'efficacité, il y a lieu de déléguer la signature de Madame le Maire pour la légalisation des signatures et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet, à Madame Rose-Claude BERNARDINI, agent titulaire ;

ARRETE S/N° A 2022-91

ARTICLE 1

Délégation de signature est donnée, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints, à Madame Rose-Claude BERNARDINI née BERNARDINI le 01/09/1962 à Toulouse (31), agent titulaire de la Mairie de Saint-Orens de Gameville, à l'effet de signer au nom du Maire de Saint-Orens de Gameville, tout acte relatif à la procédure de légalisation de signature et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- A l'intéressée.

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **16 FEV. 2022**

16 FEV. 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

ARRETÉ DE DÉLÉGATION DE SIGNATURE POUR LA LÉGALISATION DE SIGNATURE ET LA CERTIFICATION CONFORME DE DOCUMENTS

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article R. 2122-8 qui dispose que le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, et en l'absence ou en cas d'empêchement de ses adjoints, donner, par arrêté, délégation de signature, à un ou plusieurs agents communaux pour l'apposition du paraphe sur les feuillets des registres des délibérations et des arrêtés municipaux, la délivrance des expéditions de ces registres, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et la légalisation des signatures ;

Considérant que Madame Solenne DOUCE née JAMILLOUX le 16/03/1990 à Limoges (87) est un agent titulaire de la Mairie de Saint-Orens de Gameville,

Considérant que pour des raisons d'organisation des services et d'efficacité, il y a lieu de déléguer la signature de Madame le Maire pour la légalisation des signatures et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet, à Madame Solenne DOUCE, agent contractuel.

ARRETE S/N° A 2022-92

ARTICLE 1

Délégation de signature est donnée, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints, à Madame Solenne DOUCE née JAMILLOUX le 16/03/1990 à Limoges (87), agent contractuel de la Mairie de Saint-Orens de Gameville, à l'effet de signer au nom du Maire de Saint-Orens de Gameville, tout acte relatif à la procédure de légalisation de signature et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- A l'intéressée.

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **16 FEV. 2022**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **16 FEV. 2022**

En publication, affichage ou notification le :

ARRETÉ DE DÉLÉGATION DE SIGNATURE POUR LA LÉGALISATION DE SIGNATURE ET LA CERTIFICATION CONFORME DE DOCUMENTS

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article R. 2122-8 qui dispose que le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, et en l'absence ou en cas d'empêchement de ses adjoints, donner, par arrêté, délégation de signature, à un ou plusieurs agents communaux pour l'apposition du paraphe sur les feuillets des registres des délibérations et des arrêtés municipaux, la délivrance des expéditions de ces registres, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et la légalisation des signatures ;

Considérant que Madame Véronique DELAGE née HERNANDEZ le 17/03/1967 à Toulouse (31) est un agent titulaire de la Mairie de Saint-Orens de Gameville,

Considérant que pour des raisons d'organisation des services et d'efficacité, il y a lieu de déléguer la signature de Madame le Maire pour la légalisation des signatures et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet, à Madame Véronique DELAGE, agent titulaire ;

ARRETE S/N° A 2022-93

ARTICLE 1

Délégation de signature est donnée, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints, à Madame Véronique DELAGE née HERNANDEZ le 17/03/1967 à Toulouse (31), agent titulaire de la Mairie de Saint-Orens de Gameville, à l'effet de signer au nom du Maire de Saint-Orens de Gameville, tout acte relatif à la procédure de légalisation de signature et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- A l'intéressée.

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **16 FEV. 2022**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

16 FEV. 2022

En publication, affichage ou notification le :

ARRETÉ DE DÉLÉGATION DE SIGNATURE POUR LA LÉGALISATION DE SIGNATURE ET LA CERTIFICATION CONFORME DE DOCUMENTS

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article R. 2122-8 qui dispose que le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, et en l'absence ou en cas d'empêchement de ses adjoints, donner, par arrêté, délégation de signature, à un ou plusieurs agents communaux pour l'apposition du paraphe sur les feuillets des registres des délibérations et des arrêtés municipaux, la délivrance des expéditions de ces registres, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et la légalisation des signatures ;

Considérant que Madame Véronique LABARRIERE née BEGUE le 02/03/1972 à TOULOUSE (31) est un agent titulaire de la Mairie de Saint-Orens de Gameville,

Considérant que pour des raisons d'organisation des services et d'efficacité, il y a lieu de déléguer la signature de Madame le Maire pour la légalisation des signatures et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet, à Madame Véronique LABARRIERE, agent titulaire.

ARRETE S/N° A 2022-94

ARTICLE 1

Délégation de signature est donnée, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints, à Madame Véronique LABARRIERE née BEGUE le 02/03/1972 à TOULOUSE (31), agent titulaire de la Mairie de Saint-Orens de Gameville, à l'effet de signer au nom du Maire de Saint-Orens de Gameville, tout acte relatif à la procédure de légalisation de signature et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- A l'intéressée.

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **16 FEV. 2022**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

16 FEV. 2022

En publication, affichage ou notification le :

ARRETÉ DE DÉLÉGATION DE SIGNATURE POUR LA LÉGALISATION DE SIGNATURE ET LA CERTIFICATION CONFORME DE DOCUMENTS

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article R. 2122-8 qui dispose que le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, et en l'absence ou en cas d'empêchement de ses adjoints, donner, par arrêté, délégation de signature, à un ou plusieurs agents communaux pour l'apposition du paraphe sur les feuillets des registres des délibérations et des arrêtés municipaux, la délivrance des expéditions de ces registres, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et la légalisation des signatures ;

Considérant que Madame Corinne VERCAMPT née VERCAMPT le 26/08/1966 à Lille (59) est un agent titulaire de la Mairie de Saint-Orens de Gameville,

Considérant que pour des raisons d'organisation des services et d'efficacité, il y a lieu de déléguer la signature de Madame le Maire pour la légalisation des signatures et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet, à Madame Corinne VERCAMPT, agent titulaire ;

ARRETE S/N° A 2022-95

ARTICLE 1

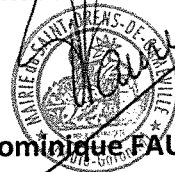
Délégation de signature est donnée, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints, à Madame Corinne VERCAMPT Corinne VERCAMPT née VERCAMPT le 26/08/1966 à Lille (59), agent titulaire de la Mairie de Saint-Orens de Gameville, à l'effet de signer au nom du Maire de Saint-Orens de Gameville, tout acte relatif à la procédure de légalisation de signature et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- A l'intéressée.

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **16 FEV. 2022**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **16 FEV. 2022**

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 17/02/2022 de la société STIBAT représentée par Monsieur Thibault CHATRAS, sise 24 boulevard du Libre Echange - 31650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE concernant le stationnement d'une grue mobile sur le domaine public pour le démontage de la grue à tour située sur le chantier Origin 37 avenue de Gameville ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-96

ARTICLE 1

Le pétitionnaire est autorisé à occuper le trottoir et la voie de circulation au droit du 37 avenue de Gameville, sur une longueur de 20 mètres pour le stationnement d'un véhicule de chantier de type grue mobile. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

L'occupation du domaine public et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le **18 février 2022**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 17/02/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

ARRETÉ DE DÉLÉGATION DE SIGNATURE POUR LA LÉGALISATION DE SIGNATURE ET LA CERTIFICATION CONFORME DE DOCUMENTS

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article R. 2122-8 qui dispose que le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, et en l'absence ou en cas d'empêchement de ses adjoints, donner, par arrêté, délégation de signature, à un ou plusieurs agents communaux pour l'apposition du paraphe sur les feuillets des registres des délibérations et des arrêtés municipaux, la délivrance des expéditions de ces registres, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et la légalisation des signatures ;

Considérant que Monsieur Michel DOXIS né DOXIS le 14/10/1969 à Bas Cap Rouge Jacmel (Haïti), est un agent titulaire de la Mairie de Saint-Orens de Gameville,

Considérant que pour des raisons d'organisation des services et d'efficacité, il y a lieu de déléguer la signature de Madame le Maire pour la légalisation des signatures et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet, à Monsieur Michel DOXIS, agent titulaire ;

ARRETE S/N° A 2022-100

ARTICLE 1

Délégation de signature est donnée, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints, à Monsieur Michel DOXIS né DOXIS le 14/10/1969 à Bas Cap Rouge Jacmel (Haïti), agent titulaire de la Mairie de Saint-Orens de Gameville, à l'effet de signer au nom du Maire de Saint-Orens de Gameville, tout acte relatif à la procédure de légalisation de signature et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- A l'intéressée.

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **22 FEV. 2022**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **22 FEV. 2022**

En publication, affichage ou notification le :

**RETRAIT GRACIEUX
D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE**

DELIVREE PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 18/02/2022		N° PC 031 506 20 C0022
Par :	Monsieur CAMBRA Lucas	
Demeurant à :	25 rue des Antilles 31650 Saint-Orens de Gameville	
Pour :	Retrait de l'arrêté autorisant le permis de construire	
Sur un terrain sis :	25 rue des Antilles	Destination : Habitation

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le permis de construire susvisé délivré en date du 14/10/2020,
Vu la demande de Monsieur CAMBRAS réceptionnée en mairie en date du 18 février 2022 demandant le retrait de l'autorisation susvisée,
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 09/12/2020,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Considérant que l'autorisation susvisée n'a pas été et ne sera pas mise en œuvre,

ARRETE S/N° A 2022-101**ARTICLE UNIQUE**

Le permis de construire PC 031 506 20 C 0022 délivré par arrêté n° 2020-241 est RETIREE.


Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain,
Communication, Protocole, Défense et
Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21/02/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 20/03/2022

En publication, affichage ou notification le : 20/03/2022

La présente décision et le dossier annexé ont été transmis au préfet dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du code général des collectivités territoriales ce jour.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- DROIT DE PREEMPTION : L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que le bien concerné par les travaux autorisés est situé dans un périmètre où s'applique le droit de préemption urbain.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier à M. le président du Tribunal administratif de Toulouse, BP 7007, 31068 TOULOUSE Cedex 7, soit par application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>

Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux à adresser à M. le Maire de la commune.

Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux, et selon les mêmes modalités fixées ci-dessus.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole T22SOG00170,
Vu la demande en date du 17/01/2022 du pétitionnaire GRDF, sis 16 Rue Sébastopol 31000 TOULOUSE, représenté par Monsieur Guillaume KLEIN, concernant des travaux de création ou modification de réseau gaz pour la résidence Orentius située au 28 avenue de Gameville.

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise SOTECFLU chargée de leur réalisation, sise 3 Impasse de Gascogne 31470 FONTENILLES représentée par Monsieur Patrick QUESADA, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-102

ARTICLE 1

L'entreprise SOTECFLU est autorisée à occuper le trottoir et à restreindre la largeur de la voie de circulation sur la section comprise entre le n°28 et le n°30 de l'avenue de Gameville. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu entre le **28 février et le 11 mars 2022**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 23/02/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication - affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N° T22SOG00209,
Vu la demande en date du 25/01/2022 du pétitionnaire ASTEO sis 2 Chemin de Daturas 31000 TOULOUSE, représenté par Monsieur Antoine LINARES concernant des travaux d'assainissement - Eaux Usées création ou modification de branchement ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise TADIELLO représentée par Monsieur Christophe TADIELLO chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2022-104

ARTICLE 1

L'entreprise TADIELLO est autorisée à occuper le trottoir et la chaussée sur la section comprise entre le n°6 et le n°7 de la rue des Vignes. La rue des Vignes sera fermée à la circulation au droit de la zone de chantier. Elle empruntera depuis la rue des Vignes la rue du Merlot, puis la rue de Fondargent d'une part et le chemin des Carmes puis la rue de Fondargent d'autre part.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise des chantiers, à l'exception de ceux de l'entreprise chargée des travaux.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du 07 mars au 20 mars 2022.


ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.


Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 24/02/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
AUX ABORDS DE LA PLACE BELLIERES À
L'OCCASION DU CARNAVAL 2022**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Jean-Pierre GODFROY, premier adjoint, portant le numéro 2021 - 159 du 14 avril 2021,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu pour le bon déroulement du Carnaval organisé par l'Amicale Laïque, pour la sécurité des usagers des voies et places publiques, de réglementer la circulation et le stationnement.

ARRÊTÉ S/N° 2022 - 105

ARTICLE 1

Afin de permettre le déroulement du Carnaval, la circulation et le stationnement de tous les véhicules seront interdits, à l'exception des riverains, des organisateurs, des services d'urgences et des services municipaux :

- sur l'avenue Jean Bellières depuis l'intersection rue Sylvain Leygue / avenue Jean Bellières jusqu'à l'intersection avenue Jean Bellières / avenue des Chênes
- sur la place Jean Bellières

DIMANCHE 20 MARS 2022 DE 14H00 A 19H00

La circulation et le stationnement pourront être rétablis sur tout ou partie de l'avenue Bellières avant 19h00 le dimanche 20 mars 2022 sur décision des autorités communales compétentes. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

ARTICLE 2

La circulation sera déviée par la rue Sylvain Leygue, l'avenue Armand Leygue et la rue du Parc.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière correspondante sera fournie par les services municipaux et mise en place et entretenue par les organisateurs du Carnaval.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera affiché et publié dans la Commune de Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 5

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément à l'article R610-5 du Code Pénal.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

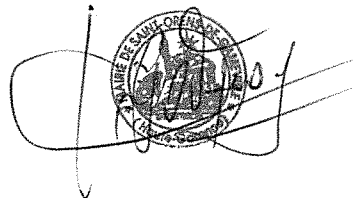
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 24 février 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 20 mars 2022

Madame le Maire,

Je soussigné, Monsieur Florent SIRON, Président de l'association Saint Orens Badminton, domicilié 42, avenue Augustin Labouilhe 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, à la Maison des Activités Multidisciplinaires, 81 chemin des Tuileries à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du Championnat Régional Jeunes:

- Du samedi 02 avril 2022 à 10H00 au dimanche 03 avril 2022 à 16H

Nom et signature de l'intéressé :



Le ... 18/03/22

ARRETE S/N° A 2022-106

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal numéro A 2020-530 du 17 décembre 2020, portant délégation de fonction et de signature accordée à Madame Colette CROUZEILLES, adjoint au Maire en matière de la sécurité et de la prévention, du développement et de l'aménagement des zones commerciales et économiques, des relations avec les artisans, commerçants et entreprises, de l'emploi, associatif.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 7 février 2022, par Madame Sophie LACROIX, présidente de l'association Roller Skating Saint-Orens, domiciliée 42, avenue Augustin Labouilhe, 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 1 :

Monsieur Florent SIRON, Président de l'association Saint Orens Badminton, domicilié 42, avenue Augustin Labouilhe 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, à la Maison des Activités Multidisciplinaires, 81 chemin des Tuileries à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du Championnat Régional Jeunes:

- Du samedi 02 avril 2022 à 10H00 au dimanche 03 avril 2022 à 16H

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation.**

Colette CROUZEILLES
Adjointe au Maire

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 24 février 2022.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :



**Sécurité, Emploi,
Développement économique,
Relations entreprises et commerçants**



ARRETE PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL POUR L'ORGANISATION DU CARNAVAL 2022

Le Maire de la Commune de SAINT-

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L-1311-1 et L.2144-3,

VU le Code Général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et L.2125-1,

VU la demande de l'association Amicale Laïque représentée par son président, Monsieur Fabien MERY, souhaitant organiser le Carnaval le dimanche 20 mars 2022 sur la Place Bellières,

VU l'état des lieux de la place publique Jean Bellières,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Etienne LOURME, adjoint au maire, portant le numéro 168 du 29 mai 2020.

Considérant que l'activité envisagée n'est pas contraire aux intérêts des usagers.

ARRÊTÉ S/N° 2022 - 109

ARTICLE 1

L'association Amicale Laïque est autorisée à occuper le domaine public communal pour organiser le Carnaval.

ARTICLE 2

L'occupation du domaine public est accordée gratuitement.

ARTICLE 3

La présente autorisation est strictement personnelle, ne peut être cédée et le titulaire de l'autorisation restera responsable des conséquences de ladite occupation.

ARTICLE 4

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité à la première réquisition de l'administration. S'il y a lieu, elle pourra faire l'objet de poursuite pour contravention de grande voirie.

ARTICLE 5

La présente autorisation est accordée pour le **dimanche 20 mars 2022 de 8h00 à 19h00** sur la place Bellières à Saint-Orens de Gameville. Sa durée ne saurait en aucun cas dépasser la date fixée et l'occupation de plein droit à l'issue de la période autorisée.

ARTICLE 6

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7

Le pétitionnaire sera tenu, en outre, de se conformer à toutes les prescriptions générales ou particulières existantes ou à venir sur la gestion du domaine public qui pourraient lui être ordonnées par les agents de l'Etat ou de la Commune. L'inobservation de ces prescriptions pourra entraîner la résiliation de la présente autorisation.

Les agents de l'Etat ou de la Commune auront constamment libre accès à l'emprise faisant l'objet de la présente autorisation.

ARTICLE 8

Sans préjudice des prescriptions légales et réglementaires, il est rappelé au pétitionnaire qu'il devra impérativement :

- Disposer d'une assurance en responsabilité civile couvrant la manifestation,
 - Mettre scrupuleusement en œuvre les moyens prévus pour la sécurité de la manifestation.
- En cas d'accident, le pétitionnaire devra être en mesure de contacter les secours par tout moyen à sa disposition et par ailleurs être en mesure de les accueillir en maintenant une voie libre de 4 m de large et 3.5 m de hauteur,

Un procès verbal sera dressé par les agents assermentés en cas d'infraction.

ARTICLE 9

La présente autorisation d'occupation temporaire du domaine public n'est pas constitutive de droits réels, en application des articles L.2122-2 et 3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARTICLE 10

Le présent arrêté devra être affiché sur site pendant la manifestation.

ARTICLE 11

Dans un délai de deux mois à compter de sa notification, la présente autorisation pourra être déférée devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

ARTICLE 12

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.
- au pétitionnaire

Etienne LOURME
Adjoint au Maire



Grands projets,
Travaux, Voirie

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 28 février 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 20 mars 2022

DÉCISIONS

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION
DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.
24ème Alinéa – Renouvellement de
l'adhésion à des associations
professionnelles pour l'année 2022 pour
la médiathèque et l'école de musique**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,
Vu la délibération n°26-81-2020 du 9 juillet 2020 par laquelle le Conseil Municipal charge
Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code
général des collectivités territoriales,

Considérant l'utilité d'appartenir à des réseaux professionnels et d'ainsi renouveler l'adhésion de
la commune à des associations pour l'année 2022 ;

DECIDE S/N° D 2022-01

ARTICLE 1

De renouveler pour l'année 2022 l'adhésion de la commune, via la Médiathèque, à plusieurs
associations professionnelles et d'en payer la cotisation annuelle correspondante :

- | | |
|---|--------------------------|
| - Occitanie livre et lecture | pour un montant de 70 € |
| - Lecteur du Val | pour un montant de 50 € |
| - Association des Bibliothécaires de France | pour un montant de 260 € |
| - Club des utilisateurs du logiciel Orphée (CUTO) | pour un montant de 65€ |

ARTICLE 2

De renouveler pour l'année 2022 l'adhésion de la commune, via l'Ecole de Musique, à plusieurs
associations professionnelles et d'en payer la cotisation annuelle correspondante :

- | | |
|--|-----------------------------|
| - Montant de l'adhésion 2022 FSM
(Fédération des sociétés musicales) | pour un montant de 256,20 € |
| - Montant de l'adhésion 2022 à l'UDEMD
(Union Départementale des Ecoles de Musique et de Danse) | pour un montant de 338,40 € |

ARTICLE 3

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil
Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Pour le Conseil par délégation
Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE
(Hte-Garonne)

Fait à Saint-Orens de Gameville le : - 4 FEV. 2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : - 4 FEV. 2022

En publication, affichage ou notification le :

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE
L. 2122-22 DU C.G.C.T.****26^{EME} ALINEA****DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL
DEPARTEMENTAL HAUTE GARONNE POUR LA
COURSE DES RIVIERES ET DES CHATEAUX AUX
PORTES DU LAURAGAIS 2022**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,
Vu la délibération n°26-81-2020 du Conseil municipal du 9 juillet 2020 portant délégations
accordées au Maire en application des dispositions de l'article L.2122-22 du CGCT,

Considérant l'opportunité de présenter au Conseil Départemental de Haute-Garonne un dossier
de demande d'aide pour la manifestation sportive « Course des rivières et des châteaux aux
portes du lauragais »

Considérant l'objectif d'accueillir le double de participants par rapport à l'édition 2021 et la
nécessité de mobiliser des ressources supplémentaires dont des ressources budgétaires,

Considérant qu'il appartient à la commune, dans un souci de bonne gestion, de rechercher les
subventions permettant de financer ses projets.

DECIDE S/N° D 2022-02

ARTICLE 1

De solliciter, auprès du Conseil Départemental de Haute-Garonne, l'attribution d'une subvention
permettant le financement de la manifestation sportive « Course des rivières et des châteaux aux
portes du lauragais ».

Le coût prévisionnel de la course s'élève à 9460€ HT soit 11352€ TTC.

ARTICLE 2

La collectivité assurera sur ses fonds propres le reste à charge de chacune des opérations,
déduction faite des subventions qui seront attribuées.

ARTICLE 3

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil
Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Pour le Conseil par délégation
Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 07/02/2022

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 10 FEV. 2022

En publication, affichage ou notification le :

**Concession n° : 2022001
Emplacement : UCM/6
Date Echéance : 13 janvier 2037**

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,
Vu la délibération n° 26-81-2020 du 09 juillet 2020, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),
Vu l'arrêté n° 2021-146 du 01 avril 2021, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Luc DUPRESSOIRE, Adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières,
Vu la demande présentée par **Mme CHATELAIN Christiane, Elisabeth (veuve DUVAUX)** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 3 impasse des Pins**, et tendant à obtenir une concession de case de columbarium,

DECIDE S/N° D 2022-03

ARTICLE 1

Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de Mme DUVAUX Christiane, et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** : une **CONCESSION QUINZENAIRE** à compter du **13 janvier 2022**

ARTICLE 2

Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **950,00 €**.

ARTICLE 3

Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

ARTICLE 4

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé(e).

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 26 janvier 2022

**Pour le Conseil et par subdélégation,
Monsieur Jean-Luc DUPRESSOIRE
Adjoint au Maire**

Fait à Saint-Orens de Gameville le:

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le: 28 JAN. 2022

Et publication, affichage ou notification le:

